

436672/10

4524

**SOCIÉTÉ  
NATIONALE**  
*des*  
**CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS**

**RECTIFICATIF N° 5  
A LA NOTE GÉNÉRALE  
SÉRIE PERSONNEL N° 4-A<sup>4</sup>**

du 5 janvier 1939

" Œuvre des Pupilles de la S.N.C.F. "

Paris, le 12 août 1943.

**P**

1° — A l'avenir, tous les pupilles de la S.N.C.F. seront munis d'un carnet de soins médicaux qui leur permettra de se rendre auprès des médecins de la S.N.C.F. sans avoir à faire usage du bulletin de maladie utilisé pour les agents en activité.

Les consultations et visites devront être toutes mentionnées par le médecin aux pages prévues à cet effet en tête dudit carnet.

Par ailleurs, les pupilles pourront dorénavant obtenir, avec une réduction de prix de 50 % au maximum, les appareils orthopédiques, les appareils de prothèse dentaire et les lunettes correctrices de la vue qui leur seront prescrits par un médecin de la S.N.C.F.

Le texte de l'art. 5 de la Note Générale Série Personnel n° 4-A<sup>4</sup> a été complété en conséquence et il y aura lieu par suite de coller le béquet ci-dessous sur le texte dudit article.

D'autre part, en vue de leur utilisation jusqu'à épuisement du stock, les carnets qui étaient jusqu'ici en usage sur les Régions du Nord et du Sud-Est seront modifiés pour les rendre conformes au nouveau modèle unifié.

Le cartouche « Santé — soins médicaux, fournitures pharmaceutiques, etc. » qui figure sur les fiches intercalaires du carnet de famille devient sans objet et devra, en attendant la réimpression de ce carnet, porter la mention « Voir au carnet de soins médicaux du pupille ».

2° — Les allocations familiales attribuées aux veuves, en application du Règlement de Retraites, sont maintenant égales à celles touchées par l'agent décédé. L'article 3 de la Note Générale Série Personnel n° 4-A<sup>4</sup> n'a donc plus de raison d'être et doit être supprimé.

Le numéro et la date du présent Rectificatif seront inscrits en marge de la Note Générale Série Personnel n° 4-A<sup>4</sup> du 5 janvier 1939.

*Le Directeur Général,*  
**R. LE BESNERAIS.**

80/W. 2.320. - Paris, Imprimerie administrative Centrale, 8 rue de Furstenberg. (2580) - Marché 201

— 3 —

**Article 5. — Soins médicaux et médicaments.**

La S.N.C.F. prend à sa charge la totalité des frais médicaux et pharmaceutiques entraînés par les maladies des pupilles, ainsi que, s'il y a lieu, les frais correspondant aux interventions chirurgicales et aux soins dentaires reconnus nécessaires par le Médecin de la S.N.C.F., lorsque l'intéressé ou sa famille font appel à ce dernier.

Les consultations et visites du médecin sont consignées sur le carnet de soins médicaux mod. 18 P 5 dont chaque pupille doit être muni.

Les produits pharmaceutiques prescrit par le médecin de la S.N.C.F. sont délivrés par le pharmacien agréé, sur présentation d'une ordonnance détachée de ce carnet et portant le cachet du médecin.

Des appareils orthopédiques, appareils de prothèse dentaire ou lunettes correctrices de la vue dont l'utilisation a été prescrite aux pupilles par un médecin ou par un médecin spécialiste de la S.N.C.F. peuvent de même leur être fournis avec réduction de prix de 50 % au maximum sur présentation d'un bon détaché du carnet de soins et portant le cachet du praticien.

La S.N.C.F. peut également participer aux frais de séjour des pupilles dans les préventoria et sanatoria lorsqu'il s'agit de cures ayant un caractère médical. Le dossier de chaque intéressé doit être soumis, pour avis, au Médecin en Chef dont il relève.

Les frais de ces cures sont pris en charge par la S.N.C.F., sous déduction du montant total des allocations pour charges de famille attribuées en faveur du pupille (allocations prévues par le Règlement de Retraites).

Le cas échéant, il convient de tenir compte également, pour fixer la participation de la S.N.C.F. des allocations consenties par les collectivités publiques, ainsi que des prestations servies par les Assurances Sociales lorsque le pupille (ou sa mère) est affilié à ce régime.

La S.N.C.F. verse directement à l'établissement de cure le montant de sa participation et laisse à la famille le soin d'acquitter la part de frais restant à sa charge.

Attachement est tenu sur le carnet mod. 18 P 5 des interventions administratives faites au titre du présent article, lesquelles sont décidées par le Directeur de l'Exploitation de la Région ou son délégué (par le Service Central du Personnel pour les Services Centraux).

Béquet à coller sur le texte actuel de l'article 5 de la Note Générale Série Personnel n° 4-A<sup>4</sup> du 5 janvier 1939 (Rectificatif n° 5 du 12 août 1943).